



## Effet de Serre Toi-Même !

Association membre de FNE Normandie, du Réseau Action Climat et du Réseau Sortir du Nucléaire

Siégeant au Conseil d'administration d'ATMO Normandie, de ENERCOOP Normandie et au Conseil du Développement Durable de la Métropole Rouen Normandie

Siège social : 6 rue Quesney, 76 000 ROUEN

## Communiqué de Presse

### **Risque Industriel, nous appelons à la mobilisation ! Création d'un Conseil de Défense du Risque Industriel ! Protéger la santé des habitants, séréniser le territoire !**

Rouen, 22 janvier 2023,

L'actualité sur le sujet des risques industriels est excessivement dense : lundi 16 janvier un incendie s'est déclaré dans un entrepôt Bolloré Logistics, Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), contenant 12 250 batteries au lithium et s'est étendu à un entrepôt voisin contenant 70 000 pneus. Vendredi 20 janvier, nous avons confirmation que la catastrophe de Lubrizol en 2019 était bien « partie » de l'enceinte de cette entreprise. En termes d'émission de polluants, la combustion du lithium<sup>1</sup> émet des composés acides et corrosifs dangereux pour la santé. Pour ce qui est de la combustion de pneumatiques, on sait que c'est ce qui dégage le plus de HAP<sup>2</sup> (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) dont certains sont des cancérogènes avérés

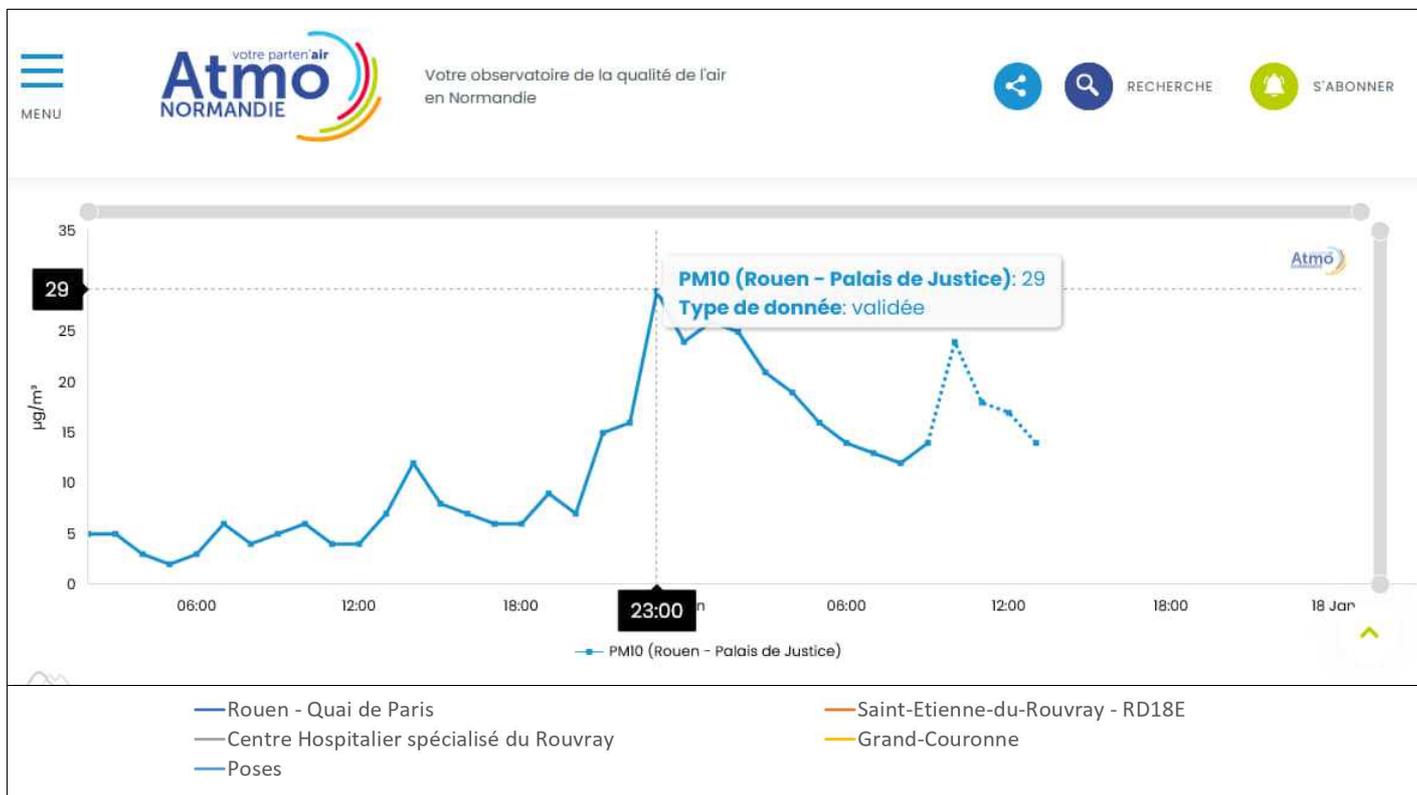
Nous demandons la mise en place par la Métropole Rouen Normandie d'un **Conseil de Défense «Risques Industriels»** sur le modèle du Conseil de Défense énergétique déjà mis en place en septembre 2022 qui regroupe l'ensemble des acteurs concernés : institutionnels, syndicalistes, économiques, associatifs... Nous proposons à la Métropole et à la préfecture de travailler sur ces axes :

**Axe 1** : Protéger les habitants et les pompiers lors des accidents industriels.

Dans le cas du feu de batteries au lithium, les fiches techniques démontrent une dangerosité de la combustion du lithium. Il aurait été nécessaire par précaution, et notamment pour la santé des habitants les plus fragiles, de les informer rapidement et de leur donner des conseils de « confinement » le temps de l'incendie. Il faut donc améliorer l'information en cas d'accident, et changer la philosophie de la démarche-de

<sup>1</sup> <https://www.lenntech.fr/francais/data-perio/li.htm>

<sup>2</sup> <https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Evaluation%20de%20l%27impact%20environnemental%20des%20incendies%20v3.pdf>



la préfecture pour passer de « *tout va bien, il n'y a pas de risque de pollution* » à « *alerter, protéger par précaution* ».

Selon les relevés d'Atmo Normandie, il y a eu une nette élévation du taux des particules (PM10) à Grand Couronne, poses, Saint Etienne du Rouvray, Sotteville et en plein cœur de Rouen à la station du Palais de Justice.

Sur des personnes sensibles, enfants, personnes âgées, personnes atteintes de pathologies respiratoires, ces émissions de polluants ont des effets sur la santé.

Cette situation a perduré puisque Atmo Normandie a enregistré le mercredi 18/01, en fin de nuit, un nouveau pic de PM10 sur sa station de mesure située à Grand-Couronne (maximum en moyenne horaire : 152 µg/m<sup>3</sup> à 6h00). Ces résultats confirment la persistance d'émanations en provenance du site de l'incendie.

↳ **Axe2:** Renforcer les contrôles des entreprises industrielles et exercer une contrainte sur leurs dirigeants grâce à la connaissance par le plus grand nombre des risques industriels.

Les contrôles effectués par la DREAL ne sont pas assez nombreux et pas assez fouillés : « *On a augmenté de seulement 2% les effectifs du ministère de la Transition écologique sur ces sujets. A effectif constant s'il y a plus de contrôles cela veut dire que l'on passe moins de temps sur place donc on voit moins de failles et on sécurise moins bien. En France on passe en moyenne 4 jours pour inspecter un site Seveso, en Italie c'est 9 jours et en Allemagne c'est 20 jours !* » Paul Poulain, expert en risques industriels<sup>3</sup>. Face à un manque de

<sup>3</sup> <https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/seine-maritime/rouen/la-metropole-rouennaise-est-l-une-des-zones-les-plus->

moyens, nous proposons que la pression citoyenne appuyée sur la connaissance, permette de limiter les quantités stockées, oblige à cloisonner les espaces de stockages pour éviter des feux qui se répandent et permette d'améliorer les conditions techniques de stockage... Toutes ces mesures auront des coûts pour les industriels qui cherchent le maximum de profit. Mais les forces institutionnelles, soit en sous-effectif, soit complaisantes afin d'éviter « d'embêter » les industries au nom de l'emploi, doivent changer d'attitude et devenir protectrice des habitants.

↳ **Axe3** : Suivre scientifiquement la santé des habitants, des salariés et celles des pompiers

### **Suivi de la santé des habitants et du milieu naturel.**

Nous sommes favorables à la mise en place d'études longitudinales de suivi des personnes potentiellement exposées. Leur conception doit réunir épidémiologistes, toxicologues, médecins de travail et médecins des spécialités concernées (fonction des substances émises) et des représentants d'associations de riverains et de protection de la nature et de l'environnement. En accord avec les objectifs du PNSE (Plan National Santé Environnement 2020-2024) et en collaboration avec les autres associations et l'ARS (Agence Régionale de Santé) nous souhaitons :

- Co-élaborer des indicateurs fiables permettant le suivi immédiat et longitudinal des populations concernées par le périmètre de l'accident :
  - Recueil des données toxicologiques
  - Impact en termes de santé publique sur le bassin touché :
- Des études de morbi-mortalité (le taux de maladie et de mortalité) à court moyen, moyen et long terme sur l'état de santé physique et psychique des populations

Il faut diffuser l'information dans la société civile de manière large et transparente afin :

- d'améliorer les connaissances de la population en matière de risques environnementaux et industriels
- de mobiliser les collectivités
- de faire pression sur les industriels pour limiter les risques.

↳ **Axe 4** : Donner des moyens aux associations citoyennes de suivre ces politiques

Il est absolument nécessaire de renforcer les accès à l'information des associations mais aussi de donner à celles-ci des moyens humains et financiers plus importants afin de pouvoir servir de jonction entre les institutions et les citoyens dans une démarche de construction de la protection des habitants face à la recherche de profits des industriels.

Nous serons présents au rassemblement à l'appel du collectif Lubrizol lundi 23 janvier 18 au Palais de Justice. En espérant pouvoir compter sur votre intérêt et votre relais afin d'amplifier la citoyenneté active.

[dangereuses-de-france-paul-poulain-expert-en-risques-industriels-lance-l-alerte-2626888.html](https://www.dangereuses-de-france-paul-poulain-expert-en-risques-industriels-lance-l-alerte-2626888.html)

Contact Presse : 06-72-00-33-09  
effetdeserretoimeme@gmail.com  
<http://www.effetdeserretoimeme.fr/>  
Facebook : Effet De Serre Toi-même  
**Twitter : EffetdeSerre76**